

Annexe 4

Compte rendu du voyage d'étude à Bruxelles

Nous nous sommes rendus à Bruxelles du 11 au 13 mars 2024 afin de rencontrer plusieurs Directions Générales de la Commission européenne.

Cette dernière élabore des politiques dans des domaines spécifiques et est dirigée par un groupe de 27 commissaires qui décident de son orientation politique et stratégique. Elle est divisée en une quarantaine de services, principalement des Directions Générales et Agences Exécutives.

Nous avons rencontré les cinq Directions Générales (DG) suivantes :

- DG Secrétariat Général (SG) *via* Mme Fabregas (commissaire : Ursula Van der Leyen – Allemagne)
- DG Énergie (ENER) *via* M. Berruto (commissaire : Kadri Simson – Estonie)
- DG Concurrence (COMP) *via* Mme Colucci (commissaire : Margrethe Vestager – Danemark)
- DG Climat (CLIMA) *via* M. Paquot (commissaire : Wopke Hoekstra – Pays-Bas)
- DG Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME (GROW) *via* M. Smets (commissaire : Thierry Breton – France)

L'entretien durait d'une à deux heures. Les questions étaient envoyées à l'avance (voir l'annexe 1) et cinq mêmes questions étaient systématiquement posées aux DG afin de voir leur alignement :

- En quoi votre DG contribue-t-elle aux objectifs de Neutralité Carbone et de développement économique ?
- Si vous deviez ne conserver que 3 mesures européennes les plus efficaces pour l'atteinte de cet objectif, quelles seraient-elles ?
- Constatez-vous au sein de votre DG des intérêts ou orientations stratégiques nationales divergentes sur le sujet de la Neutralité Carbone ? Notamment entre la France et l'Allemagne ?
- Quels sont, selon vous, les principaux risques pour la continuité de l'action européenne sur les sujets Neutralité et Développement Économique, dans la perspective des prochaines élections européennes à venir ?

- Comment est analysé l'impact sur la compétitivité économique de l'Europe des mesures prises, et comment sont évités (ou corrigés) les impacts négatifs identifiés ?
- 1. Les mots suivants ont toujours été mentionnés par nos interlocuteurs : la décarbonation, le gaz, l'Hydrogène (H₂) vert, les Énergies Renouvelables (EnR), la libre concurrence, les technologies net zero (en émissions de CO₂), la neutralité carbone et la résilience.
- 2. Les représentants des DG étaient plutôt alignés sur les actions et instruments à mettre en place pour la décarbonation et sur leur utilité : toutes connaissaient d'ailleurs bien les grands derniers textes entrés en vigueur (Green Deal, Fit for 55) et les objectifs fixés en la matière (que ce soient les objectifs en termes de réduction d'émissions carbone, de production d'H₂, de consommation électrique à partir d'EnR...)
- 3. Toutes ont également évoqué la libre concurrence et l'importance de respecter les règles internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la différence des États-Unis et de la Chine. La Commission européenne paraît toujours convaincue que le respect de la libre concurrence aura les conséquences positives suivantes :
 - Plus d'innovations,
 - Plus de choix pour les consommateurs,
 - Prix moins élevé,
 - Possibilité à des technologies nouvelles d'arriver sur le marché (exemples cités : technologies vertes et d'effacement).

Cependant, la pandémie COVID et la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont permis d'amorcer un changement d'attitude de la CE vis-à-vis de la libre concurrence. La question de la sauvegarde de la compétitivité des entreprises européennes commence à conduire à des interrogations mais celles-ci sont aussitôt renvoyées à l'horizon de la prochaine mandature.

- 4. Enfin, la DG GROW a mentionné quatre sujets très intéressants :
 - La notion de « cascading priority » pour que soit défini un ordre de priorité sur nos consommations/production de matières premières, énergie...
 - Le très gros risque de remplacer une dépendance fossile par une dépendance en matières premières critiques (lithium, cobalt, nickel, gallium...)
 - La notion de surveillance du marché et de la certification qui va être clé pour l'UE. Par exemple, pour le plastique recyclé : un douanier ne peut pas vérifier si un emballage répond à la législation de l'UE en termes

de taux de plastique recyclé. Comment certifie-t-on correctement dans ce cas-là, sachant que la certification est toujours plus onéreuse et plus fiable pour les entreprises en UE et moins onéreuse et moins fiable hors Europe?

- ° Deux éléments à garder en tête pour cette transition : il y a le problème de la main-d'œuvre et la faiblesse des plans nationaux concernant la partie investissements (on est face à un mur d'investissements à faire dans les dix prochaines années)

Plusieurs points nous ont surpris lors des échanges.

- ° Tout d'abord, le phénomène de silos entre les DG : chacune considère sa thématique comme prioritaire sur celle des autres ou ne cherche pas de consensus pour s'aligner sur des sujets pourtant fondamentaux. Par exemple, concernant l'H₂, la DG CLIMA affirme : «le marché va décider là où doit être consommé l'H₂» tandis que la DG GROW parle de «*cascading principle*» pour définir les priorités sur les consommations d'H₂. Nous n'avons pas l'impression qu'il y ait un chef d'orchestre pour parvenir à un alignement des DG.
- ° D'autre part, il nous paraît étonnant que la transition énergétique soit toujours fixée en termes de moyens (pourcentage d'EnR, objectif de production d'H₂ «propre»...) et non en termes de résultats (gCO₂ émis/kWh du mix électrique par exemple).
- ° Enfin, la notion de «souveraineté» n'a jamais été évoquée. D'après la Représentation Permanente de la France auprès de l'UE, le terme «autonomie stratégique ouverte» est grandement préféré au terme «souveraineté» aujourd'hui dans les institutions européennes. Lorsque nous avons tenté d'en discuter, le sujet est systématiquement renvoyé à la prochaine mandature (2024-2029). Par exemple, concernant le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), il nous a été dit que la mise en place d'instruments pour que les entreprises ne partent pas de l'UE sera le gros point de la prochaine Commission européenne.



L'équipe de la FNEP devant le bâtiment Berlaymont de la Commission européenne à Bruxelles